



MAGAZINE 2€90

Cet automne, gardez la forme avec vos jeux préférés !

Retrouvez ce magazine en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr

ouest france

Annonces auto

1 € Jeudi 9 novembre 2017

Relations abonnés : www.abonne.ouest-france.fr
Tél. 02 99 32 66 66
Président du Comité éditorial : François Régis Hutin
N° 22307 www.ouest-france.fr Tél. 02 99 32 60 00

Mineurs étrangers : le difficile accueil

Ils restituent à Hêmevez les trésors de son passé

Au château d'Hêmevez, dans la Manche, des pages d'un chartrier vieux de 800 ans ont été volées, après la Seconde Guerre mondiale, pour être revendues en France et en Europe. Des habitants les traquent pour les remettre aux Archives.



En avant-dernière page



Lamouchi va entraîner le Stade Rennais

En Sports

Manche

En conflit avec les chasseurs, la bergère doit abandonner son troupeau

Page 7

Les migrants saint-lois à l'abri cet hiver à Agon-Coutainville

Page 8



Les Départements affirment ne pas pouvoir continuer à accueillir toujours plus d'adolescents étrangers, arrivés seuls en France en

quête d'un avenir meilleur. Ils tentent de trouver des solutions avec l'aide de l'État. Reportages à Nantes et à Saint-Brieuc.

Notre dossier, page 5

Trump menace les parcs naturels

Le président américain ne se soucie guère de l'environnement. Comme une vingtaine de sites protégés, le parc de Katahdin, dans l'État du Maine, craint le retour des chasseurs et des bûcherons. Le reportage de notre envoyé spécial.



Page 2

La pauvreté ne recule pas en France

C'est le constat que dresse, dans son rapport annuel, le Secours catholique (ici, Véronique Fayet, présidente). Le mouvement dénonce les préjugés dont sont victimes les plus démunis. Et réclame un plan de lutte contre la pauvreté.



Page 4

Rugby : les Blacks vus par Dusautoir

À deux jours du match entre la France et la Nouvelle-Zélande, Thierry Dusautoir (photo), 56 fois capitaine des Bleus, évoque les All Blacks. « La première fois qu'on se retrouve face au haka, il faut presque se pincer pour y croire. »



En Sports

Commentaire

par Thierry Richard

Les députés à la diète

Les députés s'apprêtent à entrer dans le « nouveau monde » cher à Emmanuel Macron. Après la loi de moralisation de la vie publique, votée cet été, l'Assemblée nationale se prépare à passer sous le rabet des coupes budgétaires. Le plan présenté hier par le premier questeur, Florian Bachelier, est ambitieux : un million d'euros d'économies pour l'année 2017, puis 10 millions en 2018 et 15 millions par an durant le reste du quinquennat.

Le député d'Ille-et-Vilaine dit vouloir en finir avec des dépenses « injustifiables » aux yeux des Français. Dans le viseur, notamment, les frais de mandat, le régime des retraites, la gratuité des transports SNCF pour les anciens députés ou les privilèges des anciens présidents de l'Assemblée.

L'effort mérite d'être souligné. En période de réduction des déficits publics, les Français ne comprendraient pas que leurs élus ne soient pas les premiers à donner l'exemple – ce qui est loin d'avoir été toujours le cas.

Le projet vise à réconcilier les Français avec le monde politique. À cet égard, la réforme du Palais Bourbon ne fait que prolonger un mouvement entamé depuis plusieurs années. Les efforts ont commencé sous la présidence de

Jean-Louis Debré et se sont poursuivis jusqu'à Claude Bartolone. François Hollande avait, lui aussi, cédé à l'air du temps en décidant de réduire les avantages dus aux anciens présidents de la République.

Le vent réformateur va continuer à souffler. François de Rugy, président de l'Assemblée nationale, a mis sur les rails un projet de transformation de l'institution qui vise autant à dépoussiérer le statut des députés qu'à accélérer les procédures législatives. Emmanuel Macron a en tête de réviser la Constitution pour réduire d'un tiers le nombre de parlementaires. On le voit, la modernisation est en marche.

Antiparlementarisme ?

Ces chantiers tous azimuts peuvent toutefois donner des frissons. Tous les arguments sont bons pour tenter de réfréner cet appétit de changement. L'opposition dénonce une forme de démagogie, voire d'antiparlementarisme. François de Rugy, lui-même, met en garde contre un excès de rigueur qui nuirait au bon fonctionnement démocratique. Gérard Larcher, son homologue du Sénat, annonce qu'il s'opposera au

non-cumul des mandats dans le temps.

Et pourquoi s'entêter à vouloir réformer les institutions quand on sait que les bénéfices politiques sont plus qu'incertains ? Force est de constater que ce chantier n'est pas la priorité des Français. À preuve, la loi de moralisation, pourtant considérée comme un temps fort du quinquennat, n'a pas laissé beaucoup de traces dans l'opinion publique.

Il y a du vrai dans tout cela. Toute réforme qui conduirait à affaiblir le Parlement serait néfaste. Le travail législatif et le débat parlementaire, sources de légitimation de la décision, doivent être sauvegardés, encouragés. Car, en permettant l'expression des opinions et la recherche du consensus, le « moment parlementaire » favorise l'acceptation de la loi dans l'espace public.

Mais Emmanuel Macron aurait tort de s'écarter de sa route. D'abord parce qu'il a pris des engagements précis avant son élection. Ensuite parce qu'il y a urgence à raffermir une institution souvent discréditée, si l'on veut se donner une chance de restaurer la confiance dans la vie démocratique.

Lire aussi en page 3

OUVERTURE

J-1

HONFLEUR
Normandy Outlet

OUTLET

-30% TOUTE L'ANNÉE*

SUR LES MARQUES LES PLUS IN**

**tendances

honfleuroutlet.com